

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV Internationale

MERCREDI 7 AVRIL 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

HABY EN
MARTINIQUE

MANIFESTATION DES ENSEIGNANTS A FORT-DE-FRANCE POUR ACCUEILLIR HABY

C'est environ deux milliers d'enseignants qui ont manifesté à Fort-de-France le lundi 5 à l'appel de leurs organisations syndicales pour accueillir

"leur" ministre Haby. Le cortège qui scandait : "non à la réforme Haby", "A bas les enquêtes policières", "gratuité de l'enseignement", etc... est

passé devant la préfecture, puis s'est rendu à la résidence du préfet et au Rectorat où devait se trouver Haby. Celui-ci devant le mot d'ordre de grève de la FEN avait refusé de recevoir les représentants des enseignants.

Ceux-ci lui ont ainsi fait savoir ce qu'ils pensaient de sa visite-éclair en proclamant sur leurs pancartes "Haby touriste". Car en passant une journée en Martinique et en refusant de recevoir les syndicats d'enseignants, le ministre a bien montré par là qu'il se souciait peu de résoudre les problèmes de l'enseignement à la Martinique. Toutes ses belles déclarations sur "l'effort éducatif" ne sont que du vent.

Mais à défaut des enseignants il a reçu un accueil de gens de son monde : le Général Deschênes chef de la répression en Martinique, l'attendait à sa descente de l'avion pour lui serrer la main.

Tout le symbole de la politique du gouvernement français en matière d'éducation dans les colonies.

BÂTIMENT (MARTINIQUE) GREVE GENERALE : LES TRAVAILLEURS DOIVENT EUX MEMES LEUR LUTTE PRENDRE EN MAIN

Depuis plusieurs jours des mouvements de grève touchent les grandes entreprises du Bâtiment en Martinique. Après quelques hésitations, par manque d'une bonne direction, il semble maintenant que le mouvement se généralise. Plusieurs manifestations de rue ont eu lieu dans Fort-de-France. Et lors du défilé contre Haby, de nombreux travailleurs du Bâtiment s'étaient joints au cortège des enseignants. Les travailleurs du Bâtiment en Martinique sont réellement mécontents.

Ce mécontentement est dû aux menaces de licenciement qui pèsent sur de nombreux travailleurs de la Somet ou de la Smet, mais aussi sur tous les travailleurs de ce secteur.

Les patrons ont coutume, à la fin des chantiers, de licencier la plus grande partie de leurs ouvriers n'ayant plus de travail à offrir.

Mais les travailleurs ne peuvent évidemment entrer dans ce raisonnement. Ce n'est pas de leur faute si l'économie est dirigée de façon aussi anarchique.

Les pouvoirs publics n'ont qu'à débloquent les crédits permettant d'entreprendre les constructions en tous genres qui sont nécessaires. Il y a pénurie de bâtiments publics dans bien des administrations et en particulier dans celle de l'enseignement.

Dans le domaine du logement, il y a énormément de progrès à faire.

Dans celui des voies de communication; malgré quelques améliorations, il y a encore là une quantité de travail très grande à fournir pour que les communications s'améliorent en Martinique.

Et on pourrait ainsi multiplier les exemples qui montrent que les travailleurs du Bâtiment ont des tâches qui les attendent. Mais l'argent pour le faire est bloqué par l'administration coloniale. Elle préfère sans doute entretenir de coûteuses forces de représen-

sion que plutôt d'entreprendre ce programme de construction et de travaux publics qui pourraient mettre fin au chômage de nombreux travailleurs et faire reculer toute menace de licenciement dans le Bâtiment.

Il s'agit donc d'obliger l'administration à débloquent cet argent. Pour cela les travailleurs ont raison de compter sur leur grève. Ils ont raison de refuser les licenciements et obliger les patrons à les garder et à les payer. Si ceux-ci veulent avoir de nouveaux chantiers, ils n'ont qu'à les réclamer à la préfecture qui n'a d'habitude que de bonnes dispositions à l'égard des patrons.

Mais pour que le mouvement de grève des travailleurs du Bâtiment soit un succès, il doit être dirigé par les grévistes eux-mêmes. Ceux-ci ont intérêt à se méfier d'une direction syndicale qui tergiverse et ne donne pas une perspective claire à leur volonté de lutte. Les Lamon et Tanger ne sont guère décidés à organiser les travailleurs pour les conduire à la victoire. Lamon fait miroiter l'espoir que la question des licenciements et de la caisse de chômage peut être réglée au conseil général. Tandis que Tanger, qui a peur de son ombre - est là pour éviter que la lutte prenne une trop grande ampleur.

Pour donner une direction au mouvement les travailleurs doivent élire leur propre direction, c'est à dire un comité de grève, contrôlé à tout instant par les grévistes. Les travailleurs sont assez grands pour diriger leurs luttes eux-mêmes et n'ont pas besoin pour cela de dirigeants qui ne se soumettent pas à leur contrôle et décident à leur place de ce qui est bon ou mauvais à faire.

Le mécontentement et la combativité sont certes grands parmi les ouvriers du Bâtiment, mais il ne pourra déboucher sur une victoire qu'à la condition qu'ils soient dirigés par les grévistes eux-mêmes.

ABYMES : Mme HABY

SE TROMPE DE
MINISTERE

Visitant la Maison Départementale de l'Enfance, et confrontée à la grande misère des classes de perfectionnement, Mme Haby eut pour toute réflexion que cela dépendait du ministère de la Santé.

Mme Haby se trompe, car ces classes dépendent effectivement du ministère de son époux. Mais on ne peut trop demander à ces touristes qui sous couvert d'un ministère quelconque viennent trainer leurs savates aux Antilles.

Mme Haby a certainement été plus sensible aux fleurs et autres plantes grasses qui, la veille de son arrivée ont germées dans tous les recoins de la maison.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M. E. ZOROR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONEO DU JOURNAL : G. BEAUJOUR
1er SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 60

FRANCE

LES OUVRIERS DE LIP DE NOUVEAU MENACÉS DE LICENCIEMENT

Après un peu plus de 2 ans "d'expérience Lip", les ouvriers de la célèbre usine de Besançon sont de nouveau menacés de licenciement.

Les actionnaires ont en effet décidé de retirer leurs capitaux jugeant l'entreprise non viable.

Ce qui se passe à Lip n'est ni plus ni moins que l'expression locale de la crise que traverse actuellement le capitalisme.

Les ouvriers de Lip qui une fois de plus sont menacés de payer à la place de ceux qui dirigent l'économie, ne sont nullement décidés à se laisser faire et ils ont bien raison. Ils ont montré en 73 qu'ils sont capables de lutter courageusement et de faire reculer patrons et gouvernement, ils pourraient bien le montrer à nouveau.

CHINE

Violentes manifestations à Pékin

D'importantes manifestations se sont déroulées lundi à Pékin. Il semble, autant qu'on puisse le savoir, que ces manifestations étaient motivées par une mesure prise par les autorités de Pékin.

Cette mesure visait à empêcher la population de continuer à rendre hommage à la mémoire de Chou-En-laï. Les couronnes de fleurs déposées par la foule avaient été retirées par les forces de l'ordre. Il en avait été de même pour les photos de Chou.

Faut-il rapprocher ces manifestations de la crise politique que traverse actuellement la Chine ? Il est difficile de le dire étant donné le manque d'informations venant de Chine. Mais il faut rappeler que ces manifestations interviennent au moment où pratiquement l'ancien vice-premier ministre Teng-Hsiao-ping est éliminé. Il faut rappeler aussi que c'est bien Chou-En-laï qui avait remis Teng en selle après la révolution culturelle.

Il n'est donc pas impossible que les partisans éventuels de Chou et de Teng se soient sentis provoqués par la décision de les empêcher de rendre hommage à l'ancien premier ministre. Il est donc bien possible qu'il s'agisse d'une bataille d'arrière-garde des partisans de Teng.

Il semble que, même au moment où nous écrivons, des milliers de gens se trouvent encore massés sur la place Tien-An-men à Pékin.

Quoi qu'il en soit, ces manifestations traduisent que tout n'est pas clair dans la course désormais engagée pour la succession de Mao-Tsé-toung.

RÉUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER

LE 28 AVRIL A FORT-DE-FRANCE

THEME : LE 1er MAI, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES TRAVAILLEURS.

ANGLETERRE : aucun Callaghan ne mettra fin à l'inflation.

Le parti travailliste de Wilson vient de fournir à la bourgeoisie anglaise un nouveau premier ministre, James Callaghan. Celui-ci n'a pas tardé à faire connaître son programme.

A en croire M. Callaghan, la priorité des priorités de son gouvernement sera la lutte contre l'inflation. Et il est vrai que, au moment même où la livre anglaise vient de perdre 6% de sa valeur, le problème de l'inflation est le problème numéro un du pays. Pour les salariés et les autres catégories pauvres en particulier, car l'inflation signifie hausse incessante des prix et accroissement de l'écart entre le niveau des marchandises et celui des salaires des travailleurs. A plus ou moins long terme, elle entraîne - et en ce qui concerne l'économie anglaise, elle a déjà entraîné - un ralentissement des échanges, une crise économique larvée ou ouverte et une accentuation du chômage.

Or pour M. Callaghan le moyen de lutter contre l'inflation c'est précisément d'aggraver le chômage.

Autant dire que ce que se propose ce fidèle serviteur des banquiers et des in-

dustriels anglais, le but visé n'est nullement de s'attaquer aux causes de l'inflation. Il en serait de toutes façons incapable.

Le but de tous ces politiciens bourgeois c'est de profiter de la crise qui existe et de l'angoisse de tous les travailleurs devant l'incertitude du lendemain, pour tenter de restructurer, rationaliser les affaires des capitalistes.

Pour cela, une seule solution aux yeux des hommes de paille de la bourgeoisie anglaise : licencier à tour de bras. Cela ne résoudra bien sûr pas la crise, mais du moins cela aidera les capitalistes à la traverser aux moindres frais et de s'en sortir avec des entreprises plus rentables.

C'est en cela que se résument tous les appels à l'union nationale et au sentiment patriotique lancés par James Callaghan. Ne pouvant s'attaquer aux véritables responsables de la crise, les capitalistes, ses propres maîtres, et leur système, Callaghan va tout tenter pour faire payer les travailleurs. Mais dans cette voie-là il risque bien de se heurter à la résistance, voire à une véritable offensive des ouvriers anglais.

ABYMES (Gpe) Pressions policières à la Cour Fléret

Décidément, l'administration coloniale est prête à tout pour museler les habitants de ce pays. Cela va de l'envoi des CRS et des képis rouges sur les habitations de canro à sucre à l'interdiction pure et simple de se grouper pour discuter.

C'est ainsi que tard dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, une dizaine d'habitants de la cour Fléret qui discutaient comme à l'accoutumée à proximité de leur quartier, furent dispersés

par les gendarmes sous prétexte qu'il ne fallait pas se grouper ainsi pour discuter.

Comme on peut se rendre compte, la liberté la plus élémentaire est en permanence bafouée par le pouvoir colonial.

Mais les travailleurs ne se laisseront pas impressionner par ces actes d'intimidation de l'administration coloniale. Ils doivent s'organiser pour dénoncer la répression et la combattre.

Trotter grâcié!

En avant pour sa libération!

Nous apprenons que Desmond Trotter a été grâcié. C'est donc une bonne nouvelle pour tous ceux qui ont participé aux manifestations et démarches en tous genres pour permettre que vive ce militant anticolonialiste qu'est Desmond Trotter.

Mais si la répression a reculé, il faut maintenant continuer à se battre pour exiger non seulement la grâce, mais la révision du procès de Trotter et sa libération pure et simple. Car son maintien en prison, c'est encore un déni de justice. Il semble que celle qui avait fait contre Trotter un faux témoignage, ait accepté de revenir publiquement sur ses fausses accusations. Cela pourrait faciliter la révision du procès.

En tous cas, l'action des anticolonialistes et des démocrates doit continuer jusqu'à la libération de D. Trotter.

MARTINIQUE

BÂTIMENT :

LA GRÈVE CONTINUE

Les travailleurs du Bâtiment sont toujours en grève générale, ils demandent l'arrêt des licenciements et l'application en Martinique des lois en vigueur en France sur le chômage.

Jusqu'à présent l'administration fait la sourde oreille à leurs revendications.

Cependant la détermination des travailleurs reste intacte. Lundi, ils étaient plusieurs centaines à manifester avec les enseignants dans les rues de Fort-de-France. Rappelons que cette grève est la juste réplique de ces ouvriers à la nouvelle vague de licenciements qui s'est abattue sur la profession depuis début mars.

C'est en effet l'ensemble des entreprises qui s'appêtent à licencier. La SOMET, DRAGAGE, la SMET, pour ne citer que les plus importantes, veulent licencier plusieurs centaines de travailleurs.